

Le 2 janvier 2004

L'enquête sur la maladie de la vache folle se poursuit aux États-Unis Selon l'USDA, la contamination s'est probablement produite à l'exploitation où la vache est née.

D'après des représentants du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), la vache laitière, découverte aux États-Unis et infectée par l'encéphalopathie bovine spongiforme ou EBS, a fort probablement contracté la maladie à l'exploitation où elle est née et située, il semblerait, au Canada.

Lors d'un point de presse, le 2 janvier, le vétérinaire en chef de l'USDA, le D^r Ron DeHaven, a déclaré que des tests d'ADN étaient présentement effectués aux États-Unis et au Canada, afin de confirmer l'origine de la vache, et que l'USDA et l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) devraient obtenir les résultats des tests au cours de la semaine du 5 janvier.

Le D^r DeHaven a expliqué qu'il est important de déterminer le lieu de naissance de la vache infectée afin que les scientifiques puissent identifier les autres animaux qui pourraient avoir ingéré les mêmes aliments. Dans la plupart des cas, l'EBS apparaît lorsque des animaux ingèrent des aliments contenant des tissus nerveux ou des tissus de la moelle épinière provenant d'un animal infecté.

Les représentants de l'USDA sont d'avis que la vache infectée est née au Canada, en avril 1997, plusieurs mois avant que le Canada et les États-Unis interdisent l'utilisation d'aliments pour bovins contenant des compléments protéiques dérivés des abats de bovins ou autres ruminants. Ils croient aussi que la vache faisait partie d'un troupeau laitier de 82 animaux qui est entré aux États-Unis en 2001.

D'après le D^r DeHaven, il est probable que la vache a été infectée à l'exploitation où elle est née et il est essentiel d'identifier les autres animaux nés au cours de la même période et exposés aux mêmes aliments.

Il a ajouté que l'USDA ne prendra pas de décision finale concernant la reprise des importations de bovins vivants du Canada sans tenir compte de la «nouvelle situation» que crée la découverte d'un cas d'EBS aux États-Unis. La période allouée aux commentaires du public se termine le 5 janvier.

«Il est certain que nous ne prendrons pas de décision finale sans tenir compte du fait que nous avons découvert une vache infectée dans l'État de Washington», a conclu le D^r DeHaven.

Les États-Unis ont interdit les importations canadiennes de bovins après que le Canada a découvert un cas d'EBS sur son territoire, en mai 2003.

Nous donnons ci-dessous la transcription du point de presse de l'USDA du 2 janvier.

(début de la transcription)

Département de l'Agriculture (USDA)

Transcription de la séance d'information technique et diffusion Web par des représentants du gouvernement des États-Unis sur l'EBS.

Le 2 janvier 2004

M. ED CURLETT : Bonjour et bienvenue à notre séance d'information d'aujourd'hui sur l'EBS. Nos invités sont le D^r Ron DeHaven, vétérinaire en chef du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA : United States Department of Agriculture), le D^r Stephen Sundlof, de l'Administration des aliments et drogues (FDA : Food and Drug Administration), et le D^r Daniel Engeljohn, du Service de la sécurité et de l'inspection des aliments (FSIS : Food Safety and Inspection Service). En raison du grand nombre de personnes, en particulier de celles en ligne téléphonique, nous vous demandons de bien vouloir ne poser qu'une seule question. Je donne maintenant la parole au D^r DeHaven.

D^R RON DEHAVEN (USDA) : Merci, Ed. Bonne année à tous et je vous remercie de votre présence à notre point de presse.

Hier, nous n'avons pas rencontré les gens des médias. Nous avons cependant continué notre enquête épidémiologique. Je vous ferai part des dernières nouvelles à ce sujet et je vous donnerai des renseignements sur les modifications que nous apportons à notre programme de surveillance.

En premier lieu, pour ce qui est de l'enquête épidémiologique, nous savons maintenant que 81 des 82 animaux inscrits sur les certificats canadiens de santé, y compris la vache infectée, sont entrés aux États-Unis le 4 septembre 2001 par le port d'Oroville, dans l'État de Washington. Nous avons la confirmation qu'un de ces animaux s'est mis à terre dans une exploitation laitière de Mattawa maintenant sous le coup d'un ordre de retenue émis par le gouvernement de l'État. Nous poursuivons l'inventaire des animaux présents sur cette exploitation pour déterminer si certains d'entre eux proviennent du Canada, bien que cela soit improbable. Cette opération a été retardée aujourd'hui en raison du mauvais temps à Mattawa.

Pour récapituler où nous en sommes dans le cadre de notre enquête de traçabilité des 82 animaux, nous en avons maintenant identifié 11 avec certitude, dont la vache infectée, neuf font partie du troupeau ciblé, un se trouve à l'exploitation laitière de Mattawa et nous croyons que le dernier est encore au Canada. Nous devons encore confirmer où se trouvent les 70 autres animaux, mais nous disposons de bons indices et nous vous tiendrons au courant à mesure que nous recueillerons de nouveaux renseignements.

Je répète encore une fois que nous cherchons à identifier ces vaches non pas parce que l'EBS peut se transmettre d'une vache à l'autre, mais parce qu'il est possible qu'elles aient ingéré les mêmes aliments au début de leur vie, donc exposées elles aussi. Toutefois, il est important de souligner que, même au plus fort de l'éclosion de la maladie au Royaume-Uni, on a rarement identifié plus de un ou deux animaux infectés.

Permettez-moi de préciser que trois exploitations font maintenant l'objet d'ordres de retenue émis par le gouvernement de l'État dans le cadre de l'enquête épidémiologique. Le premier s'applique au troupeau ciblé, soit celui d'où provient la vache infectée avant d'être abattue. Le deuxième s'applique à une exploitation voisine où se trouve le taurillon mis au monde récemment par la vache infectée. Le troisième s'applique à l'exploitation laitière de Mattawa.

Nous devrions recevoir les résultats des tests d'ADN effectués sur la vache infectée au cours de la semaine prochaine et nous vous en ferons part une fois que nous les aurons reçus et analysés.

Les laboratoires canadiens effectuent aussi des tests d'ADN et nous collaborons très étroitement avec eux dans le cadre de notre enquête épidémiologique. Deux épidémiologistes canadiens travaillent avec nous aux États-Unis et deux des nôtres sont au Canada.

Notre travail n'aurait pu s'effectuer aussi bien si nous n'avions pas bénéficié de cette collaboration et de ce partenariat. Je remercie encore une fois nos collègues canadiens.

En ce qui a trait à notre programme de surveillance, dans le contexte de l'annonce faite par la secrétaire de l'Agriculture d'interdire l'envoi d'animaux non ambulatoires ou couchés à l'abattoir, certains d'entre vous ont demandé quels moyens seront utilisés pour identifier ces animaux dans le cadre de notre programme de surveillance.

Comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons testé 20 000 animaux annuellement au cours des deux dernières années et environ les trois quarts d'entre eux étaient non ambulatoires à l'abattage.

Du fait que maintenant ces animaux ne seront plus envoyés aux abattoirs et qu'ils n'entreront pas dans la chaîne alimentaire humaine, c'est-à-dire les animaux couchés, morts et infectés, nous travaillons avec des représentants de l'industrie pour que nous puissions recueillir les échantillons dont nous avons besoin à la ferme, ainsi qu'aux usines d'équarrissage et aux usines de transformation où sont traités les produits carnés destinés à la fabrication d'aliments pour animaux et de produits non comestibles.

Il va de soi qu'un certain nombre de ces animaux arriveront à l'abattoir et deviendront non ambulatoires. Nous continuerons à consacrer certaines de nos ressources à recueillir des échantillons de ces animaux.

Nous sommes déterminés, ainsi que l'industrie, à ce que le programme de surveillance de l'EBS aux États-Unis demeure toujours aussi efficace. Nous travaillerons, dans les jours et semaines à venir, en étroite collaboration avec l'industrie de l'équarrissage et de l'élimination des animaux, ainsi qu'avec d'autres organismes gouvernementaux, à nous assurer que nous continuerons à avoir accès à ces animaux qui, d'après nous, risquent le plus d'être porteurs de l'EBS.

Mercredi de cette semaine, nous avons rencontré des représentants de l'industrie laitière, de l'industrie des aliments pour animaux et de l'industrie de l'équarrissage. Aujourd'hui, a lieu une réunion inter-organisationnelle à nos bureaux de Riverdale, au Maryland. Lundi, des représentants de divers organismes et de diverses industries se réuniront dans le but de peaufiner l'élaboration de notre programme de surveillance.

Puisque nous parlons de surveillance, et il est beaucoup question de modifier notre système de surveillance pour nous conformer aux déclarations faites par la secrétaire de l'Agriculture, je tiens à souligner que les tests en eux-mêmes n'assurent pas la sécurité des aliments. Plutôt, les tests de surveillance nous permettent de déceler la présence d'une maladie et, si c'est le cas, de déterminer sa prévalence. La mesure de sécurité alimentaire la plus importante, celle qui rend notre bœuf sécuritaire et exempt d'EBS, consiste à retirer les matériels à risque spécifiées des aliments humains et à régler la technique avancée de récupération de la viande, ou procédé ARM, ce qui est exactement ce que la secrétaire de l'Agriculture a annoncé plus tôt cette semaine.

Même ces mesures ont été prises dans un souci de redoubler de prudence, alors que nous savons que la prévalence de la maladie est très faible en Amérique du Nord et aux États-Unis.

Cela dit, puisque mes collègues du FSIS et de la FDA n'ont pas de nouveaux renseignements à vous communiquer, nous passerons à la période de questions.

Ed, nous pouvons débiter par les personnes sur le réseau. D'accord? Téléphoniste, la première question des gens en ligne, je vous en prie.

TÉLÉPHONISTE : La première question vous sera posée par M. Harry Siemans. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

HARRY SIEMANS : Harry Siemans, du Manitoba Cooperator et de Farm Watch, du Manitoba, au Canada.

Qu'advient-il lorsque vous recevrez la confirmation de l'origine de ces bovins?

D^R DEHAVEN : Il est particulièrement important de connaître le troupeau de naissance, car nous savons que la période d'incubation de la maladie varie habituellement entre trois et cinq ans, et parfois plus. Il est donc probable que la vache a été infectée à la ferme où elle est née. Il est donc de première importance de déterminer quels sont les autres animaux qui sont nés en même temps que la vache infectée, en d'autres mots, les animaux nés à peu près en même temps et exposés aux mêmes aliments. Où sont donc ces animaux?

Une autre partie de l'enquête porterait alors sur l'origine des aliments pour animaux. Si nous présumons que les animaux ont été infectés par des aliments contaminés, d'où proviennent ces aliments? Quelles en sont les sources potentielles?

Il est particulièrement important de souligner que nous sommes maintenant d'avis que l'âge de l'animal varie entre six ans et six ans et demi. L'animal infecté découvert au Canada en mai était à peu près du même âge, donc les deux animaux seraient nés avant que ne soit décrétée l'interdiction sur les aliments pour animaux au Canada et aux États-Unis, ce qui nous permet de présumer que les aliments sont la source de l'infection et que les deux animaux sont bel et bien nés avant la mise en œuvre de l'interdiction. Cela nous permet aussi de confirmer l'efficacité de l'interdiction décrétée au Canada et aux États-Unis.

Steve, auriez-vous autre chose à ajouter?

D^R STEPHEN SUNDLOF (FDA) : Non.

Téléphoniste, la prochaine question je vous prie?

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Seth Borenstein. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

SETH BORENSTEIN : Oui. Seth Borenstein de *Knight Ridder Newspapers*. Excusez-moi, mais je cherche à comprendre ce qui se passe à l'exploitation laitière de Mattawa. Vous avez dit que la vache couchée est celle qui faisait partie du troupeau de 82 animaux, ai-je bien compris? Vous effectuez des tests sur cette vache, ou ai-je mal compris?

D^R DEHAVEN : Je crois que vous avez mal compris. J'apprécie que vous posiez la question pour me permettre de préciser certains détails. Nous avons déterminé que l'un des 82 animaux inscrits sur le certificat de santé original se trouve dans une exploitation laitière à Mattawa, dans l'État de Washington. La vache est toujours vivante et toujours sur place. Nous n'avons pas encore décidé si elle sera abattue pour effectuer des tests. Je le répète, puisqu'il ne s'agit pas d'une maladie contagieuse, d'une maladie qui se propage par simple contact direct entre les animaux, nous ne craignons pas qu'elle transmette la maladie aux autres animaux. La vache fait l'objet d'un ordre de retenue et elle n'ira nulle part tant que nous n'aurons pas déterminé sa condition exacte. Elle est donc vivante et se porte bien et fait l'objet d'un ordre de retenue émis par l'État.

Téléphoniste, la prochaine question je vous prie?

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M^{me} Sandy Dowton. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

SANDY DOWTON : Sandy Dowton du *Seattle Times*.

Pourriez-vous nous donner plus de détails sur les tests d'ADN que vous effectués? Vous effectuez des tests sur des échantillons prélevés sur la vache identifiée et avec quoi les comparez-vous?

D^R DEHAVEN : Nous effectuons des tests d'ADN afin de déterminer à l'aide de multiples sources d'ADN si nous avons retracé correctement ou non l'origine de l'animal. Au nombre des échantillons que nous testons, les deux plus importants sont les tissus du cerveau de la vache infectée. Nous avons effectué, ou plutôt, les laboratoires effectueront des tests d'ADN sur des tissus prélevés du cerveau de la vache infectée et ils les compareront aux échantillons d'ADN obtenus de la semence de l'animal que nous présumons être le géniteur de la vache infectée.

Nous avons pu obtenir de l'entreprise d'élevage des échantillons de la semence du taureau qui, selon les dossiers dont disposent les Canadiens, serait le géniteur de la vache infectée. Nous avons aussi le veau mis au monde aux États-Unis par la vache infectée, donc nous disposons d'échantillons que nous pouvons comparer à ceux prélevés sur le géniteur. Nous disposons d'échantillons de semence du géniteur de certains des descendants. Nous disposons de beaucoup d'échantillons, mais les plus importants sont ceux de la semence de l'animal que nous présumons être le géniteur de la vache infectée ainsi que ceux prélevés sur la vache infectée.

Je soulignerai aussi le fait que si les tests d'ADN peuvent nous permettre d'en arriver à une conclusion définitive, il ne s'agit que d'un type d'information et une erreur est toujours possible. En parlant d'erreur possible, et je ne sais pas si cela s'est produit ou non, il est de pratique courante, par exemple, de reproduire les animaux laitiers par insémination artificielle, ce qui semble être le cas dans la situation actuelle.

Il est aussi de pratique courante dans les exploitations laitières d'utiliser des taureaux de «rattrapage», soit des taureaux utilisés pour courir les vaches déjà servies par insémination artificielle afin de s'assurer que toutes sont fécondées. Toutefois, bien que nous sachions que l'insémination artificielle a été utilisée dans le cas du troupeau que nous croyons être le troupeau de naissance au Canada, il existe une possibilité que quelque chose d'autre se soit produit que nous ignorons, et l'exemple que je vous ai donné n'en est qu'un parmi de nombreux autres.

Donc, nous souhaitons que les tests d'ADN nous donnent des résultats définitifs, mais certaines variables peuvent venir s'ajouter et nous pourrions la semaine prochaine obtenir des résultats contradictoires. Rien ne me permet de présumer ou de croire que ce sera le cas, mais c'est faire preuve de prudence que d'en mentionner la possibilité.

Une dernière question des personnes en ligne, je vous prie téléphoniste.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Tom Moore. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

TOM MOORE : Bonjour. Tom Moore de *Capital Press*.

Ma question s'adresse au D^f Engeljohn. Je cherche encore à déterminer la quantité totale de viande rappelée. Je connais la quantité de viande rappelée de chez Verns. Je me pose toutefois des questions à propos du mélange qui s'est produit en bout de ligne. Quelle quantité totale de livres de viande a été rappelée de chez Willamette et de chez Interstate?

D^R ENGELJOHN (USDA) : Ici le D^f Engeljohn du FSIS. Je ne peux vous répondre car je ne dispose pas de ces données, je ne connais pas les chiffres exacts. Je peux vous assurer que le rappel s'est très bien déroulé. Les produits n'ont pas bougé. À partir d'aujourd'hui, le FSIS affichera dans son site Web des mises à jour sur le rappel et donc là où vous pourrez obtenir des renseignements supplémentaires. L'adresse du site Web, si vous ne l'avez pas, est le www.usda.gov.

D^R DEHAVEN : Nous répondrons à deux questions des personnes ici présentes. Oui, le monsieur avec le veston bleu ou est-ce noir?

BILL TOMSON : Bill Tomson du Oster Dow Jones.

Ma question s'adresse au D^r Sundlof. Des modifications ont-elles été apportées récemment à l'interdiction sur les aliments pour animaux en vigueur aux États-Unis? La secrétaire de l'Agriculture a annoncé certaines modifications, mais concernent-elles cette mesure? Vous avez mentionné que le taux de conformité est de 100 p. 100 aux États-Unis. Le taux était-il le même il y a six ans et serait-il possible que les aliments aient été contaminés ici plutôt qu'au Canada?

D^R SUNDLOF : Ok. Voyons si je me souviens de votre question. Le taux de conformité est présentement de 99,9 p. 100. En passant, tous ces renseignements sont disponibles dans le site Web de l'USDA et nous y affichons les résultats de toutes nos inspections afin que tous puissent en prendre connaissance directement.

Si nous retournons six ans en arrière, disons août 1997 lorsque l'interdiction est entrée en vigueur. Avant cette date, la question de la conformité n'est pas pertinente puisque aucune réglementation n'était en vigueur avant 1997.

Nous avons débuté nos inspection peu après ou après août 1997. Notre intention était de visiter toutes les installations et d'identifier celles qui traitaient la viande de ruminants et la farine d'os et nous assurer qu'elles se conformaient à la réglementation. Au cours de notre première série de visites, nous avons constaté que la plupart de ces installations n'étaient pas réglementées et que leurs propriétaires n'avaient jamais vu un règlement de la FDA. Tout à coup, voilà cette industrie réglementée. Le taux de conformité variait alors entre 75 p. 100 et 78 p. 100.

Le taux a augmenté beaucoup à mesure que nous menions nos inspections annuelles. Toutes les entreprises sont inspectées annuellement, y compris les usines d'équarrissage, les provenderies, les entreprises de transport, en fait toutes les entreprises qui manipulent des matières animales, sauf les intervenants qui s'en servent pour l'alimentation, niveau que nous ne contrôlons pas à 100 p. 100.

Aucune modification n'a été apportée à la réglementation sur les aliments pour animaux. Nous envisageons la possibilité de renforcer la réglementation si nécessaire, mais nous n'en sommes qu'à l'étape des discussions.

D^R DEHAVEN : Le monsieur avec des lunettes et la chemise avec des rayures bleues et blanches.

PHIL BRASHER : Phil Brasher du *Des Moines Register*.

Pour ce qui est de la continuité de la surveillance, songez-vous à accorder une indemnité ou un incitatif financier aux vétérinaires et aux producteurs pour les inciter à faire tester les animaux ciblés, ce que le Royaume-Uni a fait mais ne fait plus. De plus, pourriez-vous préciser le traitement que vous réservez aux animaux, aux bovins qui arrivent couchés du fait qu'ils se sont blessés lors du transport? Sont-ils aussi ciblés?

D^R DEHAVEN : Je vais répondre à la première question et je laisserai le D^r Engeljohn, du FSIS, répondre à la deuxième. Je présume que vous faites allusion aux animaux qui arrivent couchés à l'abattoir, mais qui deviennent non ambulatoire en route. Pour ce qui est des incitatifs liés aux tests, nous examinons présentement toutes les possibilités alors que nous cherchons à cibler davantage les usines d'équarrissage plutôt que les abattoirs et certains autres secteurs et que nous étudions comment nous pourrions avoir accès de façon continue aux animaux qui, d'après nous, représentent le risque le plus élevé, donc ceux sur lesquels il importe le plus d'effectuer des tests.

Du fait que deux jours seulement se sont écoulés depuis que la secrétaire de l'Agriculture a annoncé que nous ne permettrons plus que des animaux non ambulatoires soient abattus, nous

venons à peine de débiter l'élaboration de nos plans visant à établir la façon dont nous continuerons d'avoir accès à ces animaux dans les autres emplacements visés.

Je dirai simplement que les incitatifs financiers ne constituent qu'une possibilité parmi plusieurs autres pour inciter les autres intervenants à faire tester leurs animaux. Nous ne savons pas si ces fonds seraient disponibles ou non et, dans l'affirmative, quelle serait leur importance. Ce sont là toutes des questions que nous examinons présentement.

Nous savons une chose, ce qu'a confirmé la secrétaire de l'Agriculture, nous voulons continuer à effectuer des tests comme nous l'avions prévu avant l'annonce de ce changement, soit environ 38 000 tests au total. Je le répète, nous sommes d'avis que les animaux non ambulatoires sont ceux qui doivent être testés.

Ne vouliez-vous pas dire un mot à propos des animaux à l'arrivée?

D^R ENGELJOHN : Oui. Débutant le mardi après que la secrétaire de l'Agriculture a annoncé que les animaux handicapés non ambulatoires ne pourront plus entrer à l'abattoir, le FSIS décidera si oui ou non un animal handicapé est non ambulateur. Dans l'affirmative, les inspecteurs sur place ordonneront que l'animal soit traité sans cruauté jusqu'à ce qu'il soit abattu par les employés de l'établissement. La carcasse sera ensuite dénaturée et l'on s'assurera qu'elle est envoyée aux installations de dénaturation appropriées.

D^R DEHAVEN : Nous effectuerons alors des tests sur place ou aux installations où la carcasse a été envoyée. Donc, les animaux qui arrivent à l'abattoir et deviennent non ambulatoires seront testés.

Téléphoniste, nous prendrons une question des personnes en ligne.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question vous sera posée par M. Jason Marcatoff (ortho.). Veuillez mentionner le média que vous représentez.

JASON MARCATHOFF : Le *Edmonton Journal*.

La période allouée aux commentaires du public, sur le règlement proposé concernant les bovins vivants en provenance du Canada, se termine le prochain jour ouvrable, probablement avant que les résultats des tests d'ADN soient annoncés. Vous l'avez laissé entendre, mais pourriez-vous nous dire si l'USDA accordera plus de temps au public pour faire des commentaires?

D^R DEHAVEN : La période de commentaires se termine le 5 janvier. Elle a débuté le 4 novembre je crois. Comme vous le mentionnez, la situation a changé depuis. Nous examinons présentement plusieurs possibilités au sujet de ce règlement. Nous pourrions tenir compte des faits nouveaux et des commentaires reçus et allouer de nouveau plus tard une période de commentaires sur un tout nouveau règlement ou nous pourrions proposer le même règlement et prolonger la période de commentaires actuelle. Nous examinons présentement toutes ces possibilités.

Une chose est certaine, nous ne prendrons pas de décision sur un règlement final sans avoir sérieusement tenu compte du fait qu'une vache infectée a été découverte dans l'État de Washington.

Donc, nous n'avons pas encore décidé de la façon dont nous traiterons cette question dans le contexte de notre enquête épidémiologique et des résultats que nous obtiendrons ou si nous donnerons au public la possibilité de commenter davantage.

Téléphoniste, la prochaine question je vous prie?

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Mike McGinnis. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

MIKE MCGINNIS : Mike McGinnis, de DTN, Data Transmission Network.

Quels sont les bovins, s'il en est, qui sont abattus présentement dans l'État de Washington?

D^R DEHAVEN : Je présume que vous faites allusion aux bovins qui pourraient être abattus à la suite des résultats obtenus dans le cadre de notre enquête épidémiologique.

MIKE MCGINNIS : Exact.

D^R DEHAVEN : Nous n'avons pas encore abattu d'animaux. Comme je l'ai mentionné, il existe des ordres de retenue à trois endroits. Nous gardons dans un endroit séparé du troupeau identifié un groupe de veaux qui proviennent du troupeau identifié et qui incluent le veau mâle, le taurillon, né de la vache infectée. Nous prendrons très bientôt une décision sur le sort que nous réservons à tous les animaux qui font partie du troupeau. Je crois que nous pouvons présumer sans risque de se tromper que certains de ces animaux, sinon tous, devront être abattus à une période donnée. Nous n'avons pas encore pris de décision. Évidemment, plusieurs arrangements concernant l'abattage et l'élimination des animaux doivent être pris en ce qui a trait à la façon, à la date et à l'endroit. Rien n'a été fait jusqu'à aujourd'hui.

La même chose dans le cas du troupeau identifié. Nous n'avons pas pris de décision s'il fallait l'abattre. C'est une possibilité, mais rien n'a été décidé.

Téléphoniste, nous prendrons une question des personnes en ligne.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Jeff Sparshott. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

JEFF SPARSHOTT : Jeff Sparshott du *Washington Times*.

Pourriez-vous nous expliquer un peu votre ligne de pensée, si vous abattrez ou non ces animaux et ce que vous attendez pour le faire. Rapidement, quand avez-vous mis le troupeau de Mattawa en quarantaine?

D^R DEHAVEN : En ce qui a trait à la mise en quarantaine du troupeau de Mattawa, cette mesure a été imposée. Je ne connais pas la date exacte, mais l'ordre de retenue a été décrété depuis une journée ou deux. Je crois que cela a été fait il y a deux jours.

Pour ce qui est de notre ligne de pensée, nous tenons compte des faits scientifiques ainsi que de la perception du public. D'un point de vue scientifique, seuls les animaux, qui ont un lien direct aux lieux d'origine et qui faisaient partie du troupeau de naissance de la vache infectée, pourraient constituer un risque ainsi que les descendants de la vache infectée, qu'ils soient au Canada ou aux États-Unis. Les faits semblent démontrer que la vache infectée a mis au monde des veaux des deux côtés de la frontière.

Du point de vue des normes internationales, du fait que nous ne pouvons éliminer la possibilité que la maladie ne peut être transmise de la vache à son veau et que nous devons reconnaître qu'il existe une possibilité si minime soit-elle, ces animaux doivent être abattus.

Le deuxième motif de préoccupation serait, comme je l'ai mentionné, le troupeau de naissance, soit les animaux qui étaient à l'exploitation de naissance en même temps que la vache identifiée et qui, par conséquent, pourraient avoir été exposés aux mêmes aliments.

Cela dit, je ne vous dirais pas toute la vérité si je vous avouais que la perception du public fait abstraction du fait que les autres animaux qui ont côtoyé ces animaux ne sont pas à risque d'un point de vue scientifique ou de transmission de la maladie. Il faut aussi reconnaître que les producteurs sont aussi préoccupés par cette question.

Donc, bien que nous sachions avec un haut niveau de certitude que la maladie ne se transmet pas d'un animal à un autre par contact simplement du fait qu'ils font partie du même élevage, le public ne voit pas les choses de la même façon et les propriétaires de ces animaux sont aussi préoccupés par cette question. Je le répète, nous n'avons pas encore pris de décision, mais nous devons admettre que certaines questions préoccupent le public en dehors des questions purement scientifiques ou liées à la transmission de la maladie.

Nous répondrons à la prochaine question des personnes en ligne et ensuite des personnes ici présentes.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Jim Polson. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

JIM POLSON : Jim Polson, de *Bloomberg News*. Bonjour?

TÉLÉPHONISTE : Votre ligne est ouverte, monsieur.

JIM POLSON : Oui. Je me demande si le département de l'Agriculture a décidé du nombre de bovins abattus qui seront exclus en vertu du règlement qui porte sur les animaux de plus de trente mois? En d'autres mots, combien de bovins seront exclus du fait que certains tissus doivent être retirés?

D^R DEHAVEN : Je crois que vous demandez quel pourcentage des bovins abattus sont âgés de plus de trente mois?

JIM POLSON : Oui.

D^R ENGELJOHN : Nous estimons qu'environ 20 p. 100 des animaux abattus annuellement sont âgés de plus de 30 mois. Je crois qu'environ 36 millions de bovins sont abattus annuellement.

D^R DEHAVEN : Nous répondrons à la prochaine question d'une personne ici présente. Randy?

RANDY FABI : Randy Fabi de Reuters.

Est-ce que l'USDA effectue une enquête sur une usine d'équarrissage d'Edmonton en tant que source possible des aliments infectés dans le contexte du cas de maladie de la vache folle découvert dans l'État de Washington? Est-ce que l'USDA dispose de certains indices qui pourraient lier les deux cas de maladie de la vache folle?

D^R DEHAVEN : J'ai mentionné que nous avons envoyé des épidémiologistes au Canada. Un d'entre eux est à Edmonton et l'autre y était aussi mais travaille présentement au centre des opérations d'urgence à Ottawa. Nous disposons donc d'un lien direct avec l'enquête que mène le Canada, tout comme depuis le début deux épidémiologistes canadiens travaillent avec nous dans l'État de Washington.

Et si je comprend bien, un troisième épidémiologiste canadien se joindra bientôt à notre équipe à notre centre des opérations d'urgence à Riverdale, au Maryland. Nous effectuons des échanges de personnel et nous participons ensemble à l'enquête des deux côtés de la frontière. Nos représentants sont aussi pour nous des sources d'information.

Les Canadiens dirigent leur enquête et nous dirigeons la nôtre. Nous participons à l'enquête, mais en ce qui a trait à la source des aliments, cette partie de l'enquête relève de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Les médias ont publiés plusieurs articles sur l'existence d'un lien entre les aliments pour animaux et les deux cas de vaches infectées, l'une étant la vache née au Canada découverte le 20 mai ou aux alentours de cette date et l'autre la vache découverte dans l'État de Washington. Toutefois, je crois qu'il serait prématuré de conclure que les aliments proviennent d'une seule entreprise ou que, même si c'était le cas, la source serait la même, du fait que chacun des lots d'aliments produits provient de sources différentes.

Donc, l'enquête menée au Canada englobe une foule de sujets, mais, à la suite de mes conversations avec le vétérinaire en chef de l'organisme canadien, M. Brian Evans, il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur l'origine des aliments.

Steve, auriez-vous quelque chose à ajouter?

D^R SUNDLOF : Non. Je crois que vous avez tout dit.

LYNNE ADRINE : Lynne Adrine d'ABC News.

D^r Engeljohn, Votre réponse à propos du bovin couché porte un peu à confusion, je parle du bovin qui, en vertu des nouvelles directives, est arrivé couché à l'usine de transformation. Il me semble que les inspecteurs ont beaucoup de latitude pour décider si un animal tombe sous le coup des nouvelles procédures liées aux animaux couchés ou s'il a été blessé lors du transport. Les animaux couchés sont-ils irrémédiablement exclus de la chaîne alimentaire ou existe-t-il des exceptions?

D^R ENGELJOHN : Lors de la déclaration qu'a faite la secrétaire de l'Agriculture mardi, elle a utilisé l'expression «animal couché». Nous utilisons maintenant l'expression «animal handicapé non ambulateur». L'expression est plus générale que l'expression «animal couché» et inclut les animaux incapables de se lever de l'endroit où ils sont allongés. Ce sont là les véritables animaux dits «couchés». On inclut aussi les animaux handicapés qui ne peuvent marcher.

Tout animal qui ne peut marcher, qui demeure couché, qui ne peut se lever est par définition un animal non ambulateur. C'est clair et net. Ces animaux ne pénétreront pas à l'intérieur des abattoirs fédéraux ou d'État et n'entreront pas dans la chaîne humaine d'approvisionnement alimentaire.

D^R DEHAVEN : Pour donner la chance à tout le monde, nous répondrons aux deux prochaines questions des personnes en ligne.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M^{me} Denise Grady. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

DENISE GRADY : Denise Grady du *New York Times*.

Pourriez-vous nous dire si vous connaissez l'âge des autres animaux du troupeau de 80 ou 81 bovins ou des 70 que vous tentez encore de retracer? Connaissez-vous l'âge de la vache que vous avez découverte à Mattawa ou des animaux qui se trouvent encore à l'exploitation de Mabton? Merci.

D^R DEHAVEN : Je suis certain qu'il existe des dossiers que je n'ai pas vus personnellement qui incluent le certificat de santé autorisant le mouvement de ces animaux, certificat qui inclut la description des animaux ainsi que leur âge approximatif. Ce sont en partie ces renseignements qui nous ont aidé à conclure que la vache identifiée était âgée probablement de six ans et demi lorsqu'elle a été abattue aux États-Unis.

Nous disposons donc de certains renseignements sur l'âge. Nous savons que depuis leur départ le 4 septembre 2001, ils sont maintenant tous âgés de deux ans, presque deux ans et demi. Cependant, je n'ai pas devant moi les renseignements sur l'âge des autres animaux.

Du fait qu'ils proviennent, devrais-je dire d'après nos renseignements, d'un troupeau de naissance, ce qui n'est pas encore confirmé, de l'Alberta, au Canada, nous savons qu'ils ont été achetés lors d'une vente de dépeçage, ce qui signifie que tous les animaux de l'exploitation ont été vendus en même temps, ce qui laisse entendre que les animaux pouvaient être d'âges différents à l'époque puisque tous les animaux de l'exploitation ont été vendus.

Téléphoniste, la prochaine question je vous prie?

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Tom Steever. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

TOM STEEVER : Tom Steever du Brownfield Network.

Je me demande comment nous allons pouvoir garder les animaux couchés sous surveillance si la réglementation a changé concernant les bovins couchés? Comment seront-ils gardés sous surveillance et quels renseignements seront disponibles sur leur élimination?

D^R DEHAVEN : Comme je l'ai déjà mentionné, maintenant que ces animaux, ou la plupart des animaux non ambulatoires, ne seront pas abattus, nous mettons tout en œuvre pour modifier notre système de surveillance de façon à ce que nous puissions avoir accès à ces animaux.

Nous n'avons aucun doute que les animaux non ambulatoires, particulièrement les plus âgés, représentent le risque le plus élevé et, par conséquent, le groupe sur lequel nous continuerons à cibler nos mesures de surveillance.

Nous présumons donc, que si ces animaux ne sont pas envoyés à l'abattoir ou que la majorité d'entre eux ne sont pas envoyés à l'abattoir, nous devons pouvoir les examiner ailleurs, par exemple, dans les usines de transformation des carcasses en produits non comestibles, soit les usines d'équarrissage. Nous devons aussi faire en sorte de pouvoir avoir accès à ces animaux à la ferme.

Nous croyons que la meilleure façon d'atteindre nos objectifs est de faire appel à l'American Veterinary Medical Association et aux vétérinaires locaux qui sont en bons termes avec les producteurs laitiers. Nous réorienterons nos efforts en ce sens afin que de pouvoir avoir accès à ces animaux avant qu'ils soient abattus. Nous chercherons maintenant à examiner ces animaux aux points mentionnés et à la ferme. Ce sont les mêmes animaux, sauf qu'ils ne seront plus envoyés à l'abattoir.

M. CURLETT : Je crois que nous avons le temps de répondre à deux questions des personnes en ligne et ensuite à deux autres questions des personnes ici présentes.

D^R DEHAVEN : D'accord. Quatre autres questions. La prochaine d'une personne en ligne, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M^{me} Carol Sugarman. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

CAROL SUGARMAN : Oui. Carol Sugarman de *Food Chemical News*.

Les tests d'ADN sont-ils effectués par le gouvernement du Canada, comme le fait le gouvernement des États-Unis? Est-ce que des laboratoires indépendants effectuent des tests de confirmation aux États-Unis ou au Canada?

D^R DEHAVEN : D'après mes renseignements, le Canada a fait appel aux services d'un laboratoire privé. Il s'agit d'un laboratoire privé lié par contrat à l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou du moins au gouvernement du Canada.

Donc, bien qu'il s'agisse d'un laboratoire privé lié par contrat, son personnel est très compétent et, d'après ce que j'en sais, il s'agit du même laboratoire qui a effectué le test d'ADN identifiant le troupeau de naissance de la vache infectée découverte au Canada le 20 mai. Au Canada, les tests sont effectués par un laboratoire privé.

Je m'excuse, quelle est la deuxième partie de votre question?

CAROL SUGARMAN : Est-ce que des laboratoires indépendants effectuent des tests de confirmation aux États-Unis ou au Canada?

D^R DEHAVEN : Un seul laboratoire aurait suffi, mais nous avons quelque peu dédoubler nos efforts du fait que les tests sont effectués par un laboratoire au Canada et par un autre aux États-Unis. Seuls ces deux laboratoires reçoivent les échantillons, soit le laboratoire privé au Canada et notre laboratoire de recherche agricole, au Nebraska.

Une dernière question des personnes en ligne, je vous prie.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question sera posée par M. Jim Polson. Veuillez mentionner le média que vous représentez.

JIM POLSON : Jim Polson de *Bloomberg News*.

D^R Sundlof, je me demande si vous pourriez préciser certains points. Vous avez mentionné que les usines d'équarrissage sont inspectées annuellement, est-ce que cela signifie que les inspections seront effectuées plus souvent?

D^R SUNDLOF : Je le répète, nous examinons tous les renseignements nouveaux pour décider de la meilleure marche à suivre, mais l'inspection annuelle nous semble tout à fait adéquate.

Lorsque nous constatons qu'une entreprise a commis une infraction, nous l'inspectons de nouveau en ordre de priorité. Nous inspectons les entreprises au moins une fois par année. Les entreprises sont inspectées plus fréquemment si elles ne respectent pas la réglementation.

Je le répète, nous examinons tous les renseignements nouveaux afin de nous assurer que le système, ces mesures de sauvegarde, que nous avons mis en place est le plus efficace possible. Nous évaluerons encore la fréquence de nos inspections et nous déciderons si elle est encore adéquate. Toutefois, à mon avis, le fait d'inspecter les entreprises annuellement et d'inspecter de nouveau celles qui sont fautives constitue une procédure qui nous a été fort utile dans le passé et qui continuera à l'être.

D^R DEHAVEN : Le monsieur avec le veston brun?

MARC KAUFMAN : Mark Kaufman du *Washington Post*.

Présentement, avons-nous de bonnes raisons de croire que la vache a consommé des aliments, des aliments contaminés au Canada ou aux États-Unis? De plus, est-ce que des mesures ont été prises pour retracer l'origine des aliments consommés par l'animal une fois qu'il est arrivé aux États-Unis?

D^R DEHAVEN : En nous basant sur ce que nous savons de la maladie, sur le fait que ces aliments complémentaires sont donnés aux vaches laitières au début de leur vie et sur le fait que

la période d'incubation dure entre trois et cinq ans, sinon plus, nous pouvons en conclure avec une quasi certitude que l'animal n'a pas consommé d'aliments contaminés où il se trouve présentement, ou devrais-je dire le troupeau identifié où il se trouvait avant d'être abattus.

Nos premiers indices pointent vers une ferme en Alberta, au Canada, et s'ils s'avèrent exacts et que nous puissions les confirmer, cela signifierait que l'animal, hormis le temps passé en transit, n'a séjourné qu'à deux endroits, ce qui laisse entendre qu'il a consommé les aliments contaminés à la ferme, en Alberta, au Canada.

Ici encore, nous présumons que le troupeau en Alberta est le troupeau de naissance et que nous pouvons le confirmer.

Il est donc évident que l'enquête effectuée par les Canadiens est basée en grande partie sur l'hypothèse qu'il s'agit bien du troupeau de naissance et que les enquêteurs cherchent à déterminer quels sont les aliments que la vache a consommés à la ferme alors qu'elle n'était qu'une génisse.

Une dernière question d'une personne ici présente?

MARK SHERMAN : Merci. Mark Sherman de l'*Associated Press*.

À propos de la question de la transmission maternelle, bien qu'improbable, je présume que la mère de la vache infectée est morte depuis longtemps, mais qu'advient-il de ses descendants? Tentez-vous de retracer ces animaux?

D^R DEHAVEN : Vous posez une très bonne question. Nous tentons de retracer la génitrice ou la mère de la vache infectée. Il est possible, et ici encore nous cherchons à vérifier cette hypothèse à l'aide des dossiers, il est possible qu'elle ait fait partie du troupeau des 81 animaux qui sont entrés aux États-Unis en septembre 2001. Nous n'en sommes pas certains, mais nous disposons de renseignements préliminaires qui semblent le confirmer.

Pour répondre à votre question, oui nous le ferons, même s'il est improbable que la maladie ait été transmise par la mère. Si c'était le cas et s'il s'agissait de la source de l'infection, il serait important de remonter à sa génitrice. Ces recherches sont en cours.

Avant de lever la séance, le D^r Dan Engeljohn aimerait préciser une affirmation qu'il a faite. Dan?

D^R ENGELJOHN : Peut-être n'ai-je pas bien compris la question qui m'a été posée précédemment et je tenterai de préciser ma pensée de deux façons en fonction de ma perception de la question.

À la question sur le nombre d'animaux abattus âgés de 30 mois ou plus, j'ai répondu qu'environ 20 p. 100 des animaux abattus annuellement sont âgés de 30 mois ou plus. Chaque année, environ 36 millions de bovins sont abattus.

Toutefois, je crois que la question était plus générale et portait sur les interdictions liées à ces animaux. Pour ce qui est des animaux âgés de 30 mois ou plus, ils peuvent encore être envoyés à l'abattoir. Ce ne sont que les matériels à risque spécifiés qui seraient interdits. Voilà.

D^R DEHAVEN : Merci beaucoup d'être de nouveau parmi nous. Bonne année à tous et je cède la parole à Ed.

M. CURLETT : Merci monsieur. Merci à tous de votre présence au point de presse d'aujourd'hui sur l'EBS.

Le prochain point de presse aura lieu lundi et l'heure sera affichée dans notre site Web. Les médias peuvent obtenir des renseignements en continu en téléphonant au numéro (202) 720-4623. La transcription du point de presse d'aujourd'hui sera bientôt affichée dans notre site Web.

Sur ce, merci.

(fin de la transcription)